



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Argentine

Sortir les milliards de «sous le matelas»

L'Argentine compte des milliards de dollars cachés, hors du système bancaire. Le gouvernement Milei veut inciter les Argentins à les réinjecter dans l'économie. Des dizaines, des centaines de milliards? ...

• (Page 08)

Ecobank

Jeremy Awori en visite stratégique à Accra

Jeremy Awori, Directeur général du Groupe Ecobank, a effectué la semaine écoulée, une visite de haut niveau à Accra ...

• (Page 09)



FONI 2025

Finance et Numérique pour une croissance durable

• (Pages 03)



30ème Tour Cycliste du Togo

• (Pages 04)

BB Lomé, partenaire de l'effort jusqu'au sprint final

Recherche en Santé

Le Togo s'engage avec l'ANRS | MIE

Le Togo a franchi une nouvelle étape dans la consolidation de sa coopération scientifique internationale. Le 22 mai 2025, à Lomé, une rencontre s'est tenue entre les ...

• (Page 02)

Togo

Les ministres paieront désormais leurs factures d'eau et d'électricité

Dans le cadre de la rationalisation des dépenses publiques, le gouvernement togolais a mis fin à la prise en charge par le Trésor public ...

• (Pages 04)

Premier trimestre 2025

Afreximbank affiche un bénéfice net en hausse de 21%

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) déclare avoir enregistré, au premier trimestre 2025, un bénéfice net de 215 millions de dollars ...

• (Page 06)

Résolution de la crise en RDC

L'Union européenne apporte son soutien au Togo

En marge de la cérémonie solennelle de remise du Prix Félix Houphouët-Boigny-UNESCO pour la Recherche de la Paix 2024 qui s'est déroulée ce 22 mai ...

• (Page 11)

FRAIS DE RETRAIT PAYEZ VOS FACTURES

CEET - CASH POWER - TDE

Disponible gratuitement sur Google Play et l'App Store

CENTRE D'APPEL : 8283

PROMO CORIS MONEY DÈS LE 1^{ER} MAI

OFF

SIMPLE & COOL

par CORIS BANK

Recherche en Santé

Le Togo s'engage avec l'ANRS | MIE

Le Togo a franchi une nouvelle étape dans la consolidation de sa coopération scientifique internationale. Le 22 mai 2025, à Lomé, une rencontre s'est tenue entre les autorités togolaises et une délégation de l'Agence nationale de recherche sur le sida, les hépatites virales et les maladies infectieuses émergentes (ANRS | MIE), en vue de la création de la Plateforme de Recherche Internationale en Santé Mondiale (PRISME).

• Nicole Esso

Accueillie par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, la délégation de l'ANRS | MIE, conduite par le Professeur Éric D'Ortenzio, a eu des échanges de haut niveau autour du projet PRISME. Aux côtés du Professeur Didier Koumavi Ekouévi et du Professeur Claver Anoumou Dagnra, le projet ambitionne de faire du Togo un pôle scientifique régional axé sur les grands enjeux de santé publique. Lors de la rencontre, le Ministre Kanka-Malik Natchaba a salué cette initiative innovante et a félicité les chercheurs togolais pour leur rôle actif. Il a souligné la volonté du gouvernement togolais de créer un environnement propice à l'essor de la recherche scientifique, notamment en santé mondiale, en assurant un soutien politique et logistique à la mise en œuvre de la plateforme PRISME. L'objectif de ce projet est double : renforcer la production scientifique nationale dans les do-



maines prioritaires de santé publique, tout en facilitant la synergie avec des partenaires académiques et institutionnels internationaux.

Acteur engagé dans les politiques globales de santé

La mise en place de PRISME au Togo constitue une avancée majeure dans la diplomatie scientifique du pays. En s'alliant à l'ANRS | MIE, référence internationale en matière de recherche sur les maladies infectieuses émergentes, le Togo se positionne comme acteur crédible et engagé dans les politiques globales de santé. L'importance d'un tel projet ne réside pas uniquement dans la recherche biomédicale, mais aussi dans le renforcement

des capacités nationales, la formation de jeunes chercheurs, l'élaboration de politiques de santé fondées sur des données probantes, et la contribution à la souveraineté sanitaire du continent africain. Ce partenariat vient répondre aux défis récurrents de coordination, de financement et de valorisation de la recherche en Afrique, en proposant un modèle collaboratif, inclusif et orienté vers l'impact. Depuis la pandémie de COVID-19, la communauté scientifique internationale s'accorde à reconnaître la nécessité de réseaux de recherche globaux capables de répondre rapidement et efficacement aux crises sanitaires. L'initiative PRISME s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Le Togo, déjà engagé dans plusieurs réformes structurelles en matière de santé et d'enseignement supérieur, bénéficie ici d'une opportunité de repositionnement stratégique. La présence de chercheurs togolais de renom et le soutien affirmé du gouvernement offrent un terrain fertile pour faire de Lomé un hub régional en matière de santé mondiale. Avec PRISME, le Togo réaffirme son ambition de conjuguer excellence scientifique, coopération internationale et réponses concrètes aux défis sanitaires contemporains.



Image du jour

CCI-TOGO

FORUM D'AFFAIRES TURQUIE — TOGO 2025

Permettre aux opérateurs économiques togolais de rencontrer plus de 30 investisseurs et fournisseurs turcs pour nouer des partenariats d'affaires.

Secteurs concernés :

- Électricité – Énergie
- Produits chimiques
- Agroalimentaire – Automobile
- Cosmétiques & beauté
- Hôtellerie & restauration
- Construction – Bâtiment
- Médical – Santé
- Mobilier – Décoration intérieure
- Revêtement – Maroquinerie
- Exploitation minière
- Alimentation – Boissons
- Biens de consommation – Uniformes

Mardi 27 mai 2025
Heure : 10h00
Hôtel LEBÉNÈ, Lomé

La CCI-Togo, au service des entreprises et du développement.

+228 22 20 88 47 | www.cci.tg

AUX DÉCIDEURS ...

Le Togo s'élève avec les femmes

Le 23 mai 2025, le Togo n'a pas simplement accueilli un programme de plus. Il a ouvert ses portes à une ambition nouvelle, portée par une conviction puissante : l'avenir économique de l'Afrique se construira avec les femmes, ou ne se construira pas.

Le lancement du programme "Women & Finance" par la Fondation SEPHIS, en partenariat avec l'African Guarantee Fund (AGF) et Ecobank, en est une preuve palpable. Non seulement pour les entrepreneures togolaises, mais pour toute la dynamique régionale en faveur d'une croissance plus inclusive, équitable et durable.

Ce programme, après son succès retentissant en Côte d'Ivoire avec plus de 1,3 milliard FCFA de crédits octroyés à des dirigeantes de PME, arrive au Togo avec un objectif clair, celui de transformer structurellement l'accès au financement pour les femmes.

Il ne s'agit plus de plaider ou de gestes symboliques, mais d'un mécanisme structurant, articulé autour de formations pointues, d'une assistance technique dédiée, et surtout d'un partenariat bancaire audacieux, notamment avec l'offre Ellever 2.0 d'Ecobank.

Ce que "Women & Finance" propose, c'est une révolution tranquille mais déterminée. En traitant les femmes entrepreneures non comme un segment vulnérable à protéger, mais comme une force économique à activer, ce programme rompt avec une logique paternaliste.

Il considère les femmes comme des actrices stratégiques de la transformation africaine. Et ce positionnement est aussi pertinent qu'urgent : selon la Directrice générale d'Ecobank Togo, les femmes représentent plus de 80 % de l'activité économique – principalement informelle. Structurer, formaliser, financer : voilà le triptyque de cette ambition partagée.

La première cohorte togolaise comptera 25 femmes, sur les 125 prévues. Mais au-delà des chiffres, ce sont des écosystèmes entiers qui s'apprentent à se structurer autour d'un leadership féminin assumé. Le Forum International du Leadership Féminin, prévu à Lomé en octobre 2025, viendra d'ailleurs consacrer cette dynamique.

Ce rendez-vous panafricain – le plus grand du genre en Afrique francophone – ne sera pas qu'un événement : il sera un manifeste vivant de la place centrale des femmes dans la nouvelle architecture économique du continent.

Car c'est bien là le véritable message : soutenir les femmes, c'est investir dans des solutions concrètes à la précarité, à l'exclusion, au chômage des jeunes et à la faible productivité. C'est parier sur une économie plus résiliente, plus équitable, plus compétitive.

C'est faire du Togo, comme le souligne la Présidente de la Fondation SEPHIS, un hub du leadership féminin en Afrique de l'Ouest. Et ce pari, désormais, n'est plus une promesse : c'est un chantier en marche.

Que les institutions publiques, les entreprises privées et la société civile s'unissent autour de cette vision. Le développement ne se décrète pas, il se construit. Et aujourd'hui, il se conjugue au féminin.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

FONI 2025

Finance et Numérique pour une croissance durable

La 4e édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI) s'est tenue les 22 et 23 mai 2025 à Cotonou, réunissant décideurs, acteurs financiers et innovateurs technologiques. Un rendez-vous pour relever le défi du financement de l'innovation en Afrique et accélérer la digitalisation des services économiques.

• Junior Aredola

Financement du secteur privé et digitalisation des services financiers et publics pour une croissance durable en Afrique » est le thème du FONI 2025. A en croire Blaise Ahouantchede, CEO d'Afrik Créances, l'objectif est clair : combler le déficit de financement qui freine l'essor de l'innovation sur le continent. Il a souligné la pertinence du FONI comme plateforme unique d'échanges entre les sphères financières et numériques au service des PME/PMI africaines. L'événement a vu la participation de figures institutionnelles majeures, dont Ngueto Tiraïna Yambaye, Directeur Général du FAGACE, et Alban Bessan, Secrétaire Général du ministère béninois de l'Économie, représentant le ministre d'État Romuald Wadagni. Tous deux ont salué la pertinence de l'initiative et réaffirmé l'engagement de leurs institutions respectives à soutenir la transformation numérique inclusive. La cérémonie d'ouverture a été marquée par la remise de distinctions : le ministre Romuald Wadagni a reçu le « Prix spécial de leader de la transforma-



tion économique et industrielle », tandis que Léonard Dossou, promoteur de L'économiste du Bénin, du Togo, du Sénégal, du Mali, du Niger, a été distingué pour sa contribution médiatique à l'information économique et financière. Plusieurs panels de haut niveau ont rythmé la première journée, notamment la conférence inaugurale animée par Blaise Ahouantchede et le Café Numérique modéré par le Dr Éric Adja, président de l'Agence Francophone de l'Intelligence Artificielle (AFRIA), qui a présenté des innovations prometteuses pour le secteur financier.

Catalyseur de synergies entre finance et

technologie

Le FONI 2025 confirme sa vocation de catalyseur de synergies entre finance et technologie en Afrique. Il

transforme numérique du continent. En connectant les décideurs politiques, les opérateurs financiers et les innovateurs technologiques, le forum crée un espace stra-



• M. Ngueto Tiraïna Yambaye, Directeur Général du FAGACE

met en lumière le rôle central de l'intermédiation bancaire et financière dans la

tégique pour structurer des solutions adaptées aux défis du financement des PME, de

l'inclusion financière et de la dématérialisation des services publics. L'attribution des prix à des figures de la gouvernance économique et de la presse spécialisée souligne l'importance d'un leadership fort et d'une information économique de qualité pour soutenir cette dynamique. La digitalisation des services financiers et publics représente une opportunité majeure pour accélérer l'inclusion financière, réduire les coûts, améliorer la transparence, et accroître l'efficacité des institutions. Le FONI 2025 illustre une prise de conscience continentale, celle de l'alliance entre le financement du secteur privé et la digitalisation des services, une voie privilégiée vers une croissance durable. Cette synergie devra être soutenue par une volonté politique forte, des investissements ciblés et une coopération régionale renforcée.

Initiative de Afrik Créances, une institution régionale présente au Togo, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, le FONI s'impose comme un carrefour incontournable pour les professionnels du numérique et de la finance en Afrique. Dans un contexte où les pays africains cherchent à diversifier leurs économies et renforcer leur résilience, les débats tenus à Cotonou répondent à un besoin crucial : celui d'un écosystème financier agile, numérisé et inclusif. Cette quatrième édition, accueillie au Sofitel Hôtel de Cotonou, s'inscrit dans la continuité des précédentes, avec une ambition renouvelée de faire de l'Afrique un pôle d'innovation durable. Alors que les rideaux sont tombés sur le FONI 2025, les discussions se poursuivent avec l'espoir d'une meilleure intégration entre intermédiation financière et innovation technologique au service du développement.

Faire de l'Afrique un pôle d'innovation durable



• M. Blaise Ahouantchede, CEO d'Afrik Créances



• Flavien Bachabi, président de l'ARCEP-Bénin remettant son prix à Léonard Dossou, promoteur du groupe de presse L'économiste

Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)	9,1 Mds USD
Population en 2023 (FMI)	9,1 M
PIB/hab en 2023 (FMI)	1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

- Agriculture
- Industrie
- Services

Source : tresor.economie.gouv.fr

30ème Tour Cycliste du Togo

BB Lomé, partenaire de l'effort jusqu'au sprint final

Démarré le 16 mai dernier, le 30^e Tour cycliste international du Togo s'est achevé ce samedi 24 mai 2025 à Lomé, après une semaine intense de compétition. Au total, 41 coureurs venus de 7 pays ont pris le départ à Djangblé à 13 h 50 pour rejoindre l'arrivée sur la plage face du ministère des sports et des loisirs, dans la capitale togolaise.

● Hélène Martelot

C'est le Burkina Faso qui a remporté cette dernière étape, devançant la France (2^e) et le Mali (3^e). Parmi les pays initialement attendus, la Sierra Leone et l'Algérie, invités d'honneur, n'ont finalement pas fait le déplacement, réduisant le nombre de nations participantes à sept : Togo, Ghana, Bénin, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali et France. Le peloton a parcouru un total de 1923 km à travers neuf étapes, découvrant de nouvelles localités et bénéficiant d'une organisation renforcée, placée sous haute sécurité. Une nouveauté marquante de cette édition était l'allongement du parcours, qui a permis de mettre en valeur davantage de régions togolaises. Partenaire fidèle de l'événement, BB Lomé a marqué sa présence en apposant le maillot vert du Tour aux couleurs de sa bière PILS, symbole de la fierté togolaise. « BB Lomé assure le Tour cycliste de-



puis des années, même dans les périodes difficiles. Cette année encore, nous avons choisi d'être présents, et nous n'avons pas été déçus. Dans les villages les plus reculés, tout le monde connaît nos marques : PILS, Castel, XSL. Ce fut pour nous une réussite totale », a déclaré M. Arthur SOSSOU, du service marketing de la brasserie BB Lomé. Il a également affirmé l'engagement futur de BB Lomé à soutenir davantage les athlètes togolais. Le cycliste togolais Tchalem Nyoulelen, originaire d'Ajoutobo, a exprimé sa reconnaissance envers PILS pour son sou-

tien, notamment grâce aux bidons fournis pour le ravitaillement. Lauréat du prix du split intermédiaire et porteur du maillot à pois pour ses performances en montagne, Tchalem se montre optimiste quant à l'avenir du cyclisme togolais, malgré les défis rencontrés sur les routes accidentées. Enfin, les autorités sportives, à savoir Mme le ministre des Sports et des Loisirs, Dr Lidi BESSI KAMA, le président de la Fédération Togolaise de Cyclisme, M. Baitian Djagbige, et le promoteur du Tour, M. Jules Bocco, ont salué le bon déroulement de cette compétition placée sous le signe du fair-play et de la découverte des richesses paysagères et culturelles du pays. Ils ont chaleureusement remercié les partenaires, dont la brasserie BB Lomé, récompensés chacun par un trophée pour leur engagement sans faille.



E-ID

Les enregistrements se poursuivent dans le Grand Lomé

Au Togo, les opérations d'enregistrement biométrique pour la carte d'identité électronique (e-ID) se poursuivent dans le Grand Lomé. Depuis le 12 mai 2025, les habitants de la préfecture du Golfe peuvent se faire enrôler gratuitement pour obtenir leur Numéro d'identification unique (NIU), pièce maîtresse du programme WURI soutenu par la Banque mondiale.

Dans le Grand Lomé, ce sont près de 600 centres d'enregistrement qui sont déployés pour couvrir l'ensemble des communes. La préfecture d'Agoè-Nyivé concentre à elle seule, 160 sites, avec des points-clés comme Caca-veli, Adétikopé ou Zanguéra. Dans la préfecture du Golfe, les communes de Bè et Aflao-Sagbado concentrent à elles seules, plus de 150 centres, rendant le processus largement accessible. Rappelons que l'inscription, gratuite et ouverte à tous dès l'âge de 5 ans, peut se faire avec ou sans pièce d'identité, à condition d'être accompa-

gné d'un témoin enregistré. Une préinscription est également possible sur prerinscription.anid.gouv.tg. Après l'enregistrement, les citoyens reçoivent leur NIU et un QR code sous 24 à 48 heures. Rappelons que le NIU, disponible pour tous les résidents,

visé à faciliter l'accès aux services essentiels tels que la santé, l'assurance maladie ou l'éducation, tout en renforçant l'inclusion sociale et financière sur le territoire.

Avec Togo First



Togo

Les ministres paieront désormais leurs factures d'eau et d'électricité

Dans le cadre de la rationalisation des dépenses publiques, le gouvernement togolais a mis fin à la prise en charge par le Trésor public des consommations d'eau et d'électricité à usage domestique des membres du gouvernement.

● Joël Yanclo

La mesure, effective depuis le 15 mai 2025, selon la lettre circulaire N°0130/MEF/CAB relative à la prise en charge personnelle des consommations d'eau et d'électricité à usage domestique, marque un pas vers plus d'équité et de responsabilité dans la gestion des ressources publiques. Le vendredi 23 mai 2025, le Ministre de l'Économie et des Finances, M. Barcola Essowé Georges, a notifié au Ministre d'État et à l'ensemble des ministres une décision forte en matière de gouvernance publique. À travers la circulaire, il leur a été signifié que le Trésor public ne prendrait plus en charge les factures d'eau et d'électricité de leurs résidences personnelles. Les ministres devront désormais régler eux-mêmes ces charges domestiques. Le Ministre Barcola a précisé que cette décision concerne uniquement les consommations privées, excluant donc les bureaux ou logements de fonction. Il a instruit le Trésor public de collaborer avec la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) et la Togolaise des Eaux (TdE) pour faciliter la mise en œuvre



de cette réforme dès la mi-mai 2025.

Sobriété budgétaire

Cette réforme traduit une dynamique de sobriété budgétaire et d'assainissement des finances publiques. Elle reflète une volonté politique de mettre fin à certains privilèges coûteux, dans un contexte où la population attend davantage de transparence et de justice sociale. L'impact symbolique est fort en ce sens qu'il s'agit d'un message clair sur l'exemplarité attendue des élites dirigeantes. En assumant leurs factures personnelles, les ministres se rapprochent des réalités quotidiennes des citoyens, et renforcent la crédibilité du discours gouvernemental sur la bonne gouvernance. C'est également une démarche pédagogique et politique car, le

gouvernement montre ainsi qu'il n'impose pas uniquement des efforts à la base, mais s'engage à faire preuve de discipline budgétaire au sommet de l'État. Cette décision intervient dans un climat où la gestion des ressources publiques est de plus en plus scrutée, tant par les citoyens que par les partenaires techniques et financiers du Togo. La fin de la gratuité des factures d'eau et d'électricité pour les ministres devrait aboutir à une transformation de l'administration publique en une institution plus rigoureuse, responsable et exemplaire. À terme, cette réforme pourrait être étendue à d'autres catégories de hauts responsables publics, traduisant une volonté plus large d'assainir le train de vie de l'État et de restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés.





BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COFEB
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION
ET D'ETUDES BANCAIRES



APPEL A CANDIDATURES

48^e PROMOTION DU CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des Administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation du Centre est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales.

En outre, le COFEB accueille des agents des banques centrales africaines, dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

Le Centre accepte toutefois, à titre exceptionnel, des dossiers de candidats provenant de structures privées exerçant dans les secteurs de l'économie et de la finance, ou de Centres de recherches et de Bureaux d'études installés dans l'UEMOA.

Soucieux d'offrir une formation de qualité conforme aux normes et standards internationaux, le COFEB a mis en place un programme sanctionné par le Diplôme de Master en Finances et Gestion Bancaire. Ce programme comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au Siège de la BCEAO à Dakar et trois (3) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1^{er} janvier 2025 ;
- être un agent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un État membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être titulaire d'une maîtrise ou d'un Master en sciences juridiques ou politiques, économiques ou en gestion, d'un diplôme d'ingénieur statisticien-économiste, d'un diplôme de niveau BAC+4 en sciences juridiques ou politiques, économiques ou de gestion admis en équivalence de la maîtrise et reconnu par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) en sciences juridiques et politiques, économiques ou de gestion ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1^{er} janvier 2025.

Les candidats doivent, en outre, passer un **test de niveau** visant à évaluer leurs connaissances de base et garantir un bon suivi des enseignements. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Economie.

FINANCEMENT DE LA FORMATION

Les frais de la formation sont pris en charge par la BCEAO qui, en plus, accorde des bourses d'études aux cinq (5) premiers candidats de chaque État membre de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation par leur organisme d'origine ou par d'autres structures.

Par ailleurs, les boursiers bénéficient prioritairement de la gratuité du logement, offerte par la BCEAO.

DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les soumissions de candidature se font en ligne en accédant au lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature>

Les pièces suivantes, constitutives du dossier de candidatures, doivent être jointes au formulaire de candidature en ligne (scannées) :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une attestation de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1^{er} janvier 2025 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique direct habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que la lettre d'engagement de l'employeur sont téléchargeables sur le site internet du COFEB : <https://cofeb.bceao.int/>, onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 28 MAI 2025.

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Le COFEB peut demander à tout moment aux candidats pré-sélectionnés de fournir les originaux des pièces citées ci-dessus afin de vérifier leur authenticité.



Les candidatures féminines sont fortement encouragées. Les femmes admises au test de pré-requis bénéficieront d'un régime préférentiel dans l'octroi de la bourse BCEAO. En outre, la possibilité leur sera offerte de bénéficier d'un billet pour retourner dans leur pays d'origine durant la période de vacances du premier semestre.

Pour tout renseignement complémentaire, les personnes intéressées sont invitées à consulter le site internet du COFEB ou s'adresser :

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des Etats de l'UEMOA ;
- au Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires :
 - par téléphone : (+221) 33 839 05 00 ;
 - par courrier électronique aux adresses mail : courrier.zdepfor@bceao.int, formation-cofeb@bceao.int ;
 - par courrier ordinaire : à l'attention de Monsieur le Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation (DEPFOR), BP 3108 Dakar, Sénégal.

<https://cofeb.bceao.int>



Premier trimestre 2025

Afreximbank affiche un bénéfice net en hausse de 21%

Ces résultats ont été obtenus, malgré la persistance des difficultés macroéconomiques.

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) déclare avoir enregistré, au premier trimestre 2025, un bénéfice net de 215 millions de dollars contre 178 millions de dollars un an plus tôt. Ce qui représente une progression de 21%. Cette performance est principalement attribuée à la hausse du revenu net d'intérêts, qui a augmenté de 4,53% pour atteindre 411,2 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Ce, grâce à la croissance des actifs productifs d'intérêts, complétée par une gestion efficace des coûts d'emprunt, aidant la Banque à amortir la baisse marginale du revenu total d'intérêts due à la baisse des taux de référence. Les revenus de commissions provenant des garanties et des lettres de crédit (+47% et +36% respectivement) y



ont également contribué, tout comme le total bilan (+6,4%). Par ailleurs, Afreximbank a renforcé ses actifs liquides, les faisant passer à 20% du total des actifs contre 13% à fin 2024, grâce à des levées de fonds réussies et à des remboursements de prêts. Ses fonds propres ont également augmenté de 3,4%, atteignant 7,5 milliards de dollars. Cette progression est attribuée à une solide génération de capital interne de 215,4 millions de dollars et à de nou-

veaux investissements dans le cadre du deuxième programme d'augmentation générale du capital. Pour l'avenir, l'institution financière compte poursuivre cette dynamique en mettant l'accent sur l'expansion des revenus, la consolidation d'actifs de qualité, l'efficacité opérationnelle, tout en veillant à l'adéquation du capital et au maintien de niveaux de liquidité adéquats.

Avec Agence Ecofin

Côte d'Ivoire

Le GUCE annonce la célébration des 10 ans

Le Guichet Unique du Commerce Extérieur de Côte d'Ivoire (GUCE CI) annonce l'organisation, les 2 et 3 juin 2025 à Abidjan, au Noom Hôtel, d'une rencontre institutionnelle marquant dix années d'activités au service de la modernisation des échanges transfrontaliers.

● Nicole Esso

Cette étape majeure consacre dix années d'initiatives concrètes en faveur de la digitalisation, de la simplification et de la sécurisation des procédures du commerce extérieur. Le GUCE constitue aujourd'hui la principale interface numérique entre les opérateurs économiques, les institutions publiques, les banques et les partenaires techniques impliqués dans les opérations d'importation, d'exportation et de transit. Sa mission est claire : faciliter l'ensemble des formalités liées au commerce extérieur en réduisant les délais, les coûts et les contraintes logistiques, tout en renforçant la transparence et la traçabilité des opérations. La célébration de son 10e anniversaire les 2 et 3 juin sera l'occasion de dresser un bilan rigoureux des acquis, d'examiner les perspectives d'évolution du guichet unique, et d'engager un dialogue structuré avec l'ensemble des parties prenantes. Le programme s'articulera autour de plusieurs objectifs : présenter les avancées majeures réalisées depuis le lancement du GUCE et mesurer leur impact sur l'environnement économique national ; clarifier les principes fondateurs du guichet



unique et leur contribution à la compétitivité du commerce extérieur ; promouvoir les bonnes pratiques en matière d'échange de données, de sécurisation des flux et d'interopérabilité, à la lumière des récentes certifications ; sensibiliser le secteur privé aux enjeux techniques et réglementaires liés aux procédures douanières et logistiques ; encourager un engagement renouvelé des différents acteurs dans une dynamique de collaboration continue. Des panels d'experts, des ateliers techniques, des sessions d'information et des rencontres institutionnelles rythmeront ces deux journées, avec une attention particulière portée à la co-construction de solutions adaptées aux défis actuels et futurs du commerce extérieur ivoirien. M. Kitifolo KIGNAMAN-SORO, Directeur Général de GUCE CI a déclaré : "Célébrer les 10 ans du GUCE, c'est reconnaître le chemin parcouru dans la dématérialisation intégrale des procédures du commerce extérieur ivoirien. En une décennie, nous sommes fiers d'avoir transformé la manière

de faire du commerce en offrant une plateforme unique permettant aux opérateurs de simplifier, sécuriser et accélérer leurs opérations, tout en réduisant les coûts et les délais, sans déplacement. L'obtention récente de notre triple certification ISO internationale confirme notre engagement pour l'excellence, la sécurité et la fiabilité. Le GUCE est plus que jamais un partenaire dévoué à la facilitation des échanges et continuera d'innover pour faire de la Côte d'Ivoire une place majeure du commerce international, plus compétitive et résiliente." L'événement réunira plus de 300 personnes dont une diversité d'acteurs clés : administrations publiques, entreprises du secteur privé, partenaires financiers, représentants d'organisations internationales, investisseurs et médias. Ce rendez-vous traduit la volonté du GUCE CI de consolider un cadre de dialogue inclusif, fondé sur une vision partagée : celle d'un commerce extérieur plus fluide, plus efficace et résolument tourné vers l'avenir.

Afrique

La BAD sera le partenaire financier privilégié du Plan Mattei

L'Italie a réaffirmé son partenariat avec la Banque africaine de développement et exprimé sa volonté d'explorer les opportunités de croissance mutuelle en Afrique dans le cadre du Plan Mattei.

● Vivien Atakpabem

Stefano Gatti, directeur général de la coopération au développement du ministère italien des Affaires étrangères, et Lorenzo Ortona, chef du groupe de travail du Plan Mattei, ont conduit une délégation le 8 mai dernier au siège de la Banque à Abidjan. La délégation était composée de représentants d'institutions chargées de la mise en œuvre du Plan Mattei pour l'Afrique, telles que la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) et le ministère des Finances, ainsi que d'importants représentants du monde des affaires, du secteur privé et de la société civile. Dans le cadre du Plan Mattei pour l'Afrique, l'Italie vise à favoriser les partenariats économiques et stratégiques avec les pays et institutions du continent. La Première ministre italienne, Giorgia Meloni, a indiqué que le Groupe de la Banque africaine de développement serait son principal partenaire financier stratégique pour la mise en œuvre de ce plan. La délégation a été accueillie par la première vice-présidente du Groupe de la Banque africaine de développement, Marie-Laure Akin-Olugbade, qui était accompagnée de trois vice-présidents, Nnenna Nwabufo, Beth Dunford et Kevin Ka-



riuki, ainsi que de plusieurs directeurs des départements de l'énergie, de la mobilisation des ressources et des finances, entre autres. Mme Akin-Olugbade a exprimé sa satisfaction quant aux progrès accomplis depuis l'annonce du Plan Mattei en juillet 2024, en particulier la Facilité de financement du Processus de Rome/Plan Mattei (RPF), un fonds spécial multi-donateurs destiné à soutenir des projets d'infrastructure souverains axés sur le climat qui contribuent à traiter les causes profondes des migrations. Le fonds RPF, qui bénéficie de contributions de l'Italie et des Émirats arabes unis pour un montant total de plus de 170 millions de dollars, est désormais opérationnel. La première vice-présidente du Groupe de la Banque a salué l'Italie pour son engagement et a remercié le gouvernement transalpin d'avoir choisi la Banque comme partenaire. « Nous apprécions bien sûr le choix de la

Banque africaine de développement pour vous accompagner dans votre stratégie, une stratégie très ambitieuse pour le continent. Nous sommes vraiment très heureux d'apprendre que l'Italie reste fermement engagée envers le continent et, bien sûr, à collaborer avec le Fonds africain de développement », a-t-elle déclaré. Parmi les autres instruments prévus dans le cadre du Plan Mattei avec la Banque figurent la Plateforme pour la croissance et la résilience en Afrique (Graf) et une facilité de cofinancement bilatérale. Dans le cadre de la Graf, la CDP et la Banque africaine de développement prévoient d'investir jusqu'à 400 millions d'euros sur cinq ans dans des fonds de capital investissement afin d'accélérer le développement du secteur privé en Afrique. « Nous sommes reconnaissants du travail remarquable accompli par la Banque. Nous l'apprécions vraiment », a assuré M. Ortona. « Nous sommes convaincus que pour renforcer le Plan Mattei en Afrique et sa visibilité, nous avons besoin de partenaires comme vous. » En conclusion des discussions, Mme Akin-Olugbade a déclaré que le Plan Mattei s'était imposé comme un modèle pour la coopération future entre l'Italie, d'autres pays développés et l'Afrique.

Ghana

DPI, un projet panafricain pour moderniser les paiements transfrontaliers

Malgré l'essor des paiements numériques, leur expansion à travers le continent reste entravée par plusieurs obstacles. Pour y remédier, un nouveau projet porté par des banques centrales ambitionne de poser les bases d'un écosystème financier intégré et inclusif.

La Banque du Ghana (BoG), en collaboration avec la Banque nationale du Rwanda et le Réseau mondial de technologie financière de Singapour, a lancé le projet DPI (Next-Gen Digital Payment Infrastructure), une initiative destinée à moderniser les paiements transfrontaliers en Afrique. Le projet a été présenté le mercredi 14 mai à Accra, au Ghana, lors de l'ouverture du 3i Africa Summit 2025. Selon Johnson Asiama (photo), gouverneur de la BoG, la DPI constitue une plateforme évolutive destinée à améliorer l'interopérabilité entre systèmes financiers, accélérer le commerce numérique et renforcer l'in-



clusion financière à l'échelle continentale. « Cette initiative vise à moderniser l'écosystème de paiement transfrontalier de l'Afrique grâce à une approche fondée sur l'innovation, menée par la banque centrale et développée conjointement avec les fintechs et les institutions financières », a-t-il déclaré. La DPI s'articule autour de trois piliers : une infrastructure d'identité fiable qui

garantit des identités numériques sûres, vérifiables et universelles pour faciliter les transactions financières transparentes ; un système de paiement interopérable qui crée une infrastructure normalisée permettant des transactions transfrontalières en temps réel au sein de l'écosystème financier africain ; et un cadre de passeports pour les licences des fintechs, permettant aux entreprises agréées dans l'un des deux pays d'opérer dans l'autre avec des exigences réglementaires allégées. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de forte expansion des services financiers numériques sur le continent.

Avec Agence Ecofin

vendredi 23 mai 2025

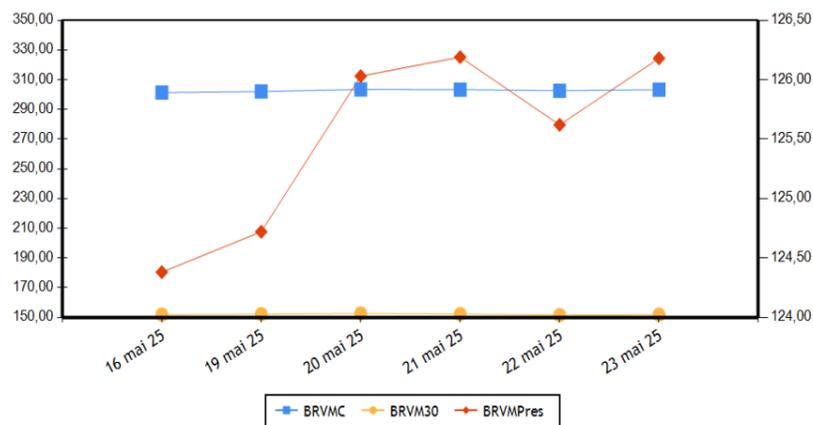
N° 98

BRVM COMPOSITE	303,25
Variation Jour	0,22 % ↑
Variation annuelle	9,87 % ↑

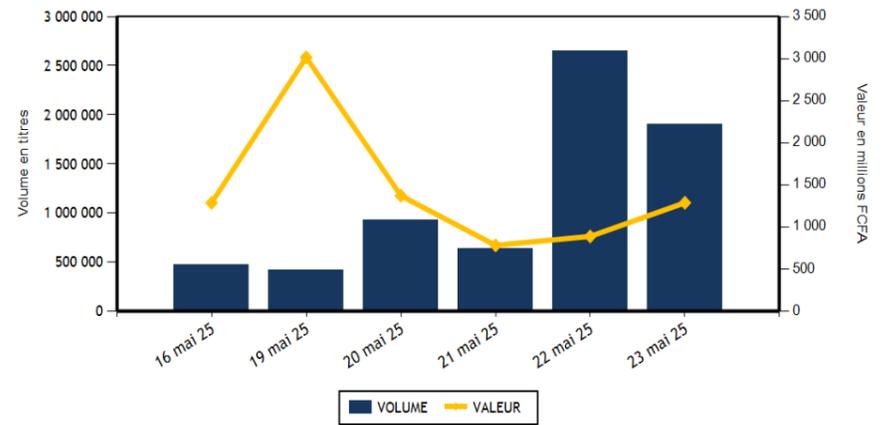
BRVM 30	151,81
Variation Jour	0,20 % ↑
Variation annuelle	9,42 % ↑

BRVM PRESTIGE	126,18
Variation Jour	0,45 % ↑
Variation annuelle	9,87 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 693 857 477 219	0,22 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 887 125	-28,45 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 155 124 146	47,53 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	21	16,67 %
Nombre de titres en baisse	19	-9,52 %
Nombre de titres inchangés	6	-14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 544 460 274 536	0,01 %
Volume échangé	14 140	31,94 %
Valeur transigée (FCFA)	132 876 751	25,91 %
Nombre de titres transigés	8	100,00 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	4 235	7,49 %	128,92 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	6,25 %
CIE CI (CIEC)	2 390	5,75 %	8,88 %
BERNABE CI (BNBC)	1 145	5,05 %	7,51 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 500	3,95 %	8,93 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	695	-7,33 %	-3,47 %
SETAO CI (STAC)	545	-6,84 %	21,11 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	9 800	-5,95 %	-0,86 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 695	-4,78 %	-11,72 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 600	-3,70 %	4,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	126,18	0,45 %	9,87 %	103 661	432 196 895	9,89
BRVM-PRINCIPAL	38	170,94	0,31 %	23,77 %	1 783 464	722 927 251	13,91

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	176,10	-0,22 %	50,05 %	131 148	366 574 365	21,67
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	747,56	0,18 %	-2,15 %	81 818	255 503 235	10,63
BRVM - FINANCES	16	120,15	0,73 %	18,08 %	1 599 592	355 434 811	8,10
BRVM - TRANSPORT	2	360,80	-0,33 %	9,81 %	9 303	13 497 535	4,57
BRVM - AGRICULTURE	5	282,11	-0,46 %	43,15 %	24 833	101 445 260	9,35
BRVM - DISTRIBUTION	7	358,51	-1,85 %	6,93 %	38 033	60 483 225	33,64
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	658,99	-0,52 %	1,47 %	2 398	2 185 715	22,48

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	97,44	0,02 %	-2,56 %	76 775	230 926 985	10,52
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	105,53	-0,55 %	5,53 %	72 400	53 389 115	48,64
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	118,08	0,73 %	18,08 %	1 599 592	355 434 811	8,10
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	151,81	-0,60 %	51,81 %	29 095	154 105 015	19,71
BRVM - INDUSTRIELS	7	132,74	2,12 %	32,74 %	84 165	286 023 725	5,29
BRVM - ENERGIE	4	103,94	-2,23 %	3,94 %	20 055	50 668 245	13,32
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	109,97	4,46 %	9,97 %	5 043	24 576 250	9,32

Argentine

Sortir les milliards de «sous le matelas»

L'Argentine compte des milliards de dollars cachés, hors du système bancaire. Le gouvernement Milei veut inciter les Argentins à les réinjecter dans l'économie.

Des dizaines, des centaines de milliards? Sous les matelas, dans les bocaux, les tiroirs d'Argentins traumatisés par l'inflation et crises à répétition, sommeille une mer de dollars, une assurance-crie, un trésor inerte, que le gouvernement Milei rêve de «libérer» pour doper l'économie. «Mettre mes économies à la banque? Même pas en rêve! (...) On n'oublie pas le "corralito" (ndlr, faillite du système bancaire en 2001) quand les gens avaient placé des dollars, et qu'on leur a rendu des pesos dévalués!» Dans son modeste trois-pièces du quartier de classe moyenne d'Almagro, «Rita Lopez» – comme elle demande qu'on l'appelle – montre une boîte de conserve recelant environ 500 dollars. Quand en 2001 s'effondra l'illusion du «uno a uno» (conversion 1 peso = 1 dollar): crise de liquidités, gel subit des dépôts bancaires, panique, pillages et émeutes durement réprimées (39 morts). Un trauma encore vif. «J'étais alors avocate, j'ai dû aider beaucoup de gens qui avaient mis leur argent (dollar) à la banque, et voulaient le récupérer. Cela a pris du temps, des années, (...) et en pesos. Avec le temps, ils ne valaient quasiment plus rien».

«Les dollars du matelas»

Depuis, face au contrôle des



● Javier Milei veut doper l'économie en utilisant les dollars non bancarisés. AFP

changes, les dollars se sont patiemment accumulés, cachés surtout. Selon l'Institut de la statistique, 271 milliards sont détenus par les Argentins hors du circuit financier national, soit cinq fois les réserves brutes de la Banque centrale. Ils sont «hors du système, n'entrent pas dans les réserves, ne génèrent pas de capacité de prêt pour les banques, d'où un handicap pour l'économie». «Sous les matelas, on doit avoir 200, 300, 400 milliards», lançait Javier Milei, il y a quelques jours, résolu à ce que dans la foulée d'un contrôle des changes assoupli, en avril, et d'une inflation contenue (47% en interannuel, contre 211% en 2023), les Argentins ressortent puis injectent, librement, leurs dollars. Le ministre de l'Économie a annoncé jeudi une série de mesures pour libéraliser les flux, élevant les plafonds de transferts, achats, dépôts possibles sans devoir justifier l'origine des fonds au fisc.

«Je me fiche complètement de savoir d'où viennent les dollars», a martelé Milei, en réponse aux inquiétudes sur une possible porte ouverte au blanchiment. Il s'agit d'une «amnésie déguisée, sans cadre légal, qui pourrait faciliter l'entrée massive de capitaux illicites», a mis en garde l'économiste Pablo Tigani. Il faut en finir avec «la folie de contrôler toutes les transactions des citoyens comme s'ils étaient des criminels», a tonné le porte-parole présidentiel Manuel Adorni. Milei, qui jadis promettait de «dynamiter» la Banque centrale, s'efforce surtout à présent de renforcer ses réserves, et parle de «dollarisation endogène», ou de facto, avec un peso et un dollar coexistant, misant sur des Argentins tranquilisés par un change peso-dollar stabilisé. Les mesures sont bien accueillies par nombre d'économistes.

Avec lematin.ch

Royaume-Uni

Une forte hausse de l'inflation embarrasse le gouvernement

La hausse générale des prix a atteint 3,5% en avril outre Manche. Elle est supérieure aux prévisions des économistes.

Affectés par la hausse des factures des ménages, mais aussi des cotisations patronales, les prix ont fortement augmenté en avril sur un an au Royaume-Uni, l'inflation atteignant 3,5%, au-delà des prévisions. Cette hausse, annoncée mercredi par l'Office national des statistiques (ONS), contraste avec le ralentissement observé en mars, lorsqu'elle était tombée à 2,6%, apportant alors une bouffée d'oxygène au gouvernement travailliste de Keir Starmer. Bien que largement anticipée, la hausse des prix en avril est supérieure aux prévisions des économistes, qui tablaient sur 3,3%.

Gaz et électricité



● Le Premier ministre Keir Starmer. AFP

«Les factures de gaz et d'électricité ont augmenté ce mois-ci. Elles avaient sensiblement baissé l'année dernière à la même époque», en raison d'une hausse significative des plafonds des prix de l'énergie par le régulateur britannique du secteur, l'Ofgem, souligne l'économiste en chef de l'ONS Grant Fitzner. «Les factures d'eau et d'assainissement ont également fortement progressé cette année», tout

comme les taxes sur les véhicules, ce qui a poussé l'inflation «à son plus haut niveau depuis le début de l'année dernière», a-t-il ajouté. Selon Grant Fitzner, cette dynamique a cependant été «partiellement compensée par la baisse des prix des carburants et de l'habillement, due à une forte réduction du coût des vêtements pour enfants et des chaussures pour femmes».

(AFP)

Guerre commerciale

Trump menace l'Union européenne, les bourses dévissent

Donald Trump brandit 50% de droits de douane à partir du 1er juin. La pause qui devait durer au moins jusqu'en juillet semble oubliée.

Le président américain, Donald Trump, a menacé vendredi l'Union européenne (UE) d'appliquer 50% de droits de douane aux produits européens importés aux États-Unis à compter du 1er juin, estimant que les négociations en cours «ne vont nulle part». «Il est très difficile de traiter avec l'UE, qui a été créée en premier lieu pour profiter des États-Unis d'un point de vue commercial. (...) Nos discussions ne vont nulle part. Dans ces conditions, je recommande d'imposer 50% de droits de douane sur l'UE, à compter du 1er juin. Il n'y a pas de droits de douane sur les produits fabriqués aux États-Unis», a-t-il écrit sur sa plateforme Truth Social. Le président américain a également dénoncé, pêle-mêle, les «barrières commerciales, la TVA, les sanctions ridicules contre les entreprises, les barrières non-douanières, les manipulations monétaires, les poursuites injustifiées et injustes contre des entreprises américaines, qui ont conduit à un déficit commercial de plus de 250 millions de dollars par an, ce qui est totalement inacceptable». Dans le sillage de ces annonces qui ont pris les marchés par surprise, les Bourses européennes se sont enfoncées en terrain négatif: vers 16h00 (heure suisse), la Bourse de Paris chutait de 2,04%, après avoir perdu brièvement plus de 3%, Francfort reculait de



1,64% et Milan de 1,97%. Londres perdait 0,50%, et Zurich 0,80%. À Wall Street, l'indice élargi S&P 500 abandonnait 1,01%, le Nasdaq 1,29% et le Dow Jones 0,80%. «Les investisseurs anticipent le fait que les droits de douane vont faire plonger les deux zones économiques en récession, en bloquant les échanges commerciaux», a commenté auprès de l'AFP Aurélien Buffault, gérant obligataires de Delubac AM.

Berlin réagit

La Commission européenne s'est refusée à tout commentaire, un porte-parole soulignant qu'un échange téléphonique avait été programmé vendredi, avant l'annonce de M. Trump, entre le commissaire au Commerce Maros Sefcovic et le représentant de la Maison-Blanche pour le Commerce (USTR), Jamieson Greer. En France, la réaction est pondérée: «Les nouvelles menaces de hausses de droits de douane de D. Trump n'aident en rien pendant la période de négociation entre l'Union

européenne et les États-Unis. Nous gardons la même ligne: la désescalade, mais sommes prêts à répondre», a écrit, sur X, le ministre délégué au Commerce extérieur Laurent Saint-Martin. Le chef de la diplomatie allemande a pour sa part fustigé les menaces de Donald Trump, estimant que de telles mesures seraient préjudiciables des deux côtés de l'Atlantique. «De tels droits de douane n'aident personne, ils ne font que nuire à l'économie des deux marchés», a déclaré Johann Wadephul, lors d'une conférence de presse à Berlin. «Nous continuons de miser sur les négociations» menées par la Commission européenne», a-t-il ajouté. Les droits de douane appliqués aux produits européens s'élèvent actuellement à 12,5% en moyenne, 2,5% correspondant au niveau avant le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, auxquels se sont ajoutés 10% depuis début avril et l'annonce de ses droits de douane dits «réciproques».

(AFP)

Chambre des représentants

Trump jubile d'avoir fait passer sa «grande et belle loi»

Son mégaprojet budgétaire, qui prévoit d'importantes coupes dans les dépenses publiques, doit maintenant être soumis au Sénat.

Donald Trump a salué jeudi le passage à la Chambre américaine des représentants de son mégaprojet de loi budgétaire, qui comprend notamment l'extension des gigantesques crédits d'impôt de son premier mandat. «La grande et belle loi a été adoptée à la Chambre des représentants! C'est sans doute le texte législatif le plus important de notre pays», a assuré le président américain sur sa plateforme Truth Social.

Gigantesques crédits d'impôt

Pour Donald Trump, l'enjeu est en premier lieu l'extension des gigantesques crédits d'impôt datant de son premier mandat et qui arrivent à expiration à la fin de l'année.



● Le président de la Chambre des représentants, commente l'adoption de «La grande et belle loi» à Washington. Getty Images via AFP

Selon différents analystes indépendants, les prolonger pourrait accroître le déficit de l'État fédéral de 2000 milliards à 4000 milliards de dollars sur la prochaine décennie. Le projet de loi prévoit aussi de supprimer l'imposition sur les pourboires, une promesse de campagne du républicain dans un pays où de nombreux travailleurs dépendent de ceux-ci comme

principale source de revenu. Pour compenser en partie le creusement du déficit, les républicains ont prévu d'importantes coupes dans certaines dépenses publiques. Au premier rang desquelles, Medicaid, l'assurance santé dont dépendent plus de 70 millions d'Américains aux revenus modestes.

(AFP)

Ecobank

Jeremy Awori en visite stratégique à Accra

Jeremy Awori, Directeur général du Groupe Ecobank, a effectué la semaine écoulée, une visite de haut niveau à Accra. Objectif, renforcer les engagements du groupe bancaire en faveur de la croissance économique, de l'inclusion financière et de l'intégration régionale au Ghana.

● Joël Yanclo

La visite traduit la volonté d'Ecobank de soutenir durablement les PME et le commerce intra-africain. Lors de son séjour à Accra, Jeremy Awori a rencontré plusieurs figures clés du leadership ghanéen, notamment Son Excellence le Président John Dramani Mahama, le ministre des Finances Cassiel Ato Forson, ainsi que le gouverneur de la Banque du Ghana, Dr Johnson Asiama. Accompagné de Mme Abena Osei-Poku, Directrice générale de Ecobank Ghana PLC, et d'autres membres de la direction, le patron du groupe bancaire panafricain a réaffirmé le rôle central du Ghana dans la stratégie de développement d'Ecobank. Les discussions ont principalement porté sur l'élargissement des services financiers numériques, le soutien accru aux petites



et moyennes entreprises, et la promotion du commerce régional via des instruments comme le Centre de commerce du marché unique Ecobank. Ce dernier donne aux entreprises ghanéennes un accès facilité à plus de 30 marchés à travers le continent. Jeremy Awori a également mis à profit cette visite pour échanger avec des clients et collaborateurs. Il s'est dit « inspiré par les riches conversations » avec ces derniers, soulignant que « leurs idées contribuent à façonner l'avenir de la banque en Afrique ».

Approche client

Cette visite illustre claire-

ment l'approche intégrée et orientée client d'Ecobank. En mettant l'accent sur le digital, le soutien aux PME et l'expansion commerciale intra-africaine, la banque s'aligne avec les priorités de l'agenda économique continental, notamment la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Jeremy Awori réaffirme ici la philosophie de croissance inclusive du groupe, centrée sur l'humain et l'innovation. L'initiative du Centre de commerce du marché unique est un levier stratégique puissant qui répond aux besoins d'internationalisation des entreprises

africaines, souvent limitées par les obstacles structurels du commerce transfrontalier. Par ailleurs, en consolidant ses relations avec les autorités ghanéennes, Ecobank assoit sa légitimité comme acteur financier de référence, capable d'impacter durablement les politiques publiques de développement économique.

Fournisseur de services bancaires

Présent dans 35 pays africains, le Groupe Ecobank est l'un des leaders de la banque panafricaine. Le



Ghana constitue un marché stratégique pour le groupe, non seulement en raison de son dynamisme économique, mais aussi de son positionnement géographique favorable au commerce régional en Afrique de l'Ouest. La visite de Jeremy Awori trouve sa place dans une séquence régionale où plusieurs banques repensent leurs modèles pour répondre aux défis de la digitalisation, de l'inclusion financière et de l'intermédiation efficace en faveur des

PME. Dans ce contexte, Ecobank entend se positionner non seulement comme un fournisseur de services bancaires, mais aussi comme un catalyseur de transformation économique, en misant sur la technologie, l'innovation et les talents humains. Le message est clair : l'avenir de la banque africaine se joue aujourd'hui, avec des partenaires publics et privés unis autour de la prospérité partagée.



HOROSCOPE finance

Bélier Sur le plan financier, vous ne serez pas du tout disposé à suivre les conseils de prudence de votre entourage familial. Il le faudrait, pourtant ! Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses inutiles, vous pourriez avoir de gros soucis très bientôt.

Taureau D'excellents influx planétaires dans le secteur argent. Comptez surtout sur Jupiter, le maître de la chance. Ce sera le moment ou jamais de demander une prime quelconque, ou de revoir vos placements et vos investissements.

Gémeaux Certains déplacements s'avéreront rentables aujourd'hui et vous ne pourriez vous y soustraire sans un manque à gagner. Hélas, les sorties tardives et les voyages d'affaires pourront éveiller les soupçons de votre conjoint ou partenaire et amener de vifs reproches. Pour arrondir les angles, rapportez-lui un cadeau, même de prix, et jurez-lui copieusement votre infaillible fidélité.

Cancer Si possible, évitez d'effectuer des transactions financières aujourd'hui, car vous n'aurez pas toute la lucidité requise. Evitez également de traiter une affaire litigieuse quelconque. Temporez.

Lion Peut-être envisagez-vous une association d'affaires actuellement ? Songez à votre susceptibilité, à votre tendance à vous replier sur vous-même dès qu'il y a un problème. Alors, ne vous pressez pas de conclure sans avoir examiné soigneusement toutes les données de la situation : vous pourriez vous en mordre les doigts.

Vierge Vous tracerez votre sillon, consciencieusement, scrupuleusement. Mais ce côté bosseur ne vous empêchera pas d'utiliser votre imagination et surtout votre flair accru en matière financière. Résultat : vous améliorerez sensiblement votre situation matérielle.

Balance Une affaire de succession, déjà très embrouillée, risque de tourner carrément au cauchemar. Si vous en avez la possibilité, évitez absolument de mener des transactions financières ou d'entamer un procès aujourd'hui.

Scorpion Attention à votre situation matérielle ! Vous pourriez bien grever votre budget en dépensant un peu à tort et à travers. Pensez à serrez la ceinture. Aussi, faites preuve de vigilance, ne vous lancez pas dans des opérations financières hasardeuses, elles pourraient vous coûter cher.

Capricorne Les influx astraux du jour vous apporteront stabilité et aisance matérielles. Plus vous viserez haut, plus vous obtiendrez ce que vous souhaitez, à condition d'observer sérieux, réflexion, circonspection et sagesse. En somme, vous aurez le vent en poupe.

Sagittaire Vous pourrez être amené à revoir vos placements financiers ou à réorganiser votre budget. Ne faites pas preuve de négligence, sinon vous n'échapperez probablement pas à une tempête. Réduisez vos dépenses, malgré les incitations au contraire.

Verseau Vos finances ne connaîtront pas de variations notoires. Avec l'appui de la planète Pluton, elles se porteront de manière tout à fait satisfaisante. Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve parfois même d'un flair remarquable.

Poisson Tout ira bien côté argent si vous gérez sagement votre budget, évitez les dépenses excessives et attendez un moment plus favorable pour réorganiser vos placements. Dans le cas contraire, attention, un retour de bâton est possible. Si vous souhaitez vous lancer dans un achat nécessitant un emprunt important, réfléchissez longuement avant de signer.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» Couverture médiatique



» Insertion publicitaire



» Publi-reportage ...

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous
informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Résolution de la crise en RDC

L'Union européenne apporte son soutien au Togo

En marge de la cérémonie solennelle de remise du Prix Félix Houphouët-Boigny-UNESCO pour la Recherche de la Paix 2024 qui s'est déroulée ce 22 mai 2025 à Abidjan en Côte d'Ivoire, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu avec le Président du Conseil européen, António Luís Santos da Costa.

Ce dernier est le lauréat du Prix Félix Houphouët-Boigny-UNESCO pour la Recherche de la Paix 2024, pour son engagement en faveur de la paix, du multilatéralisme, du dialogue et du développement durable. Les deux leaders ont passé en revue le partenariat Togo-UE en particulier dans les domaines à fort impact économique et social. Le Président du Conseil européen a réitéré l'engagement de l'UE à soutenir les efforts du Togo pour atteindre ses objectifs de développement dans le cadre d'un partenariat mutuellement bénéfique. Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé et le Président du Conseil européen, António Luís Santos da Costa ont également examiné les ques-

tions de paix et de sécurité en Afrique, particulièrement en République Démocratique du Congo (RDC). Ils ont échangé sur l'état d'avancement des efforts de médiation engagés par le Togo pour la résolution de la crise à l'Est de la RDC. Face à une situation sécuritaire préoccupante, les deux leaders ont convenu de renforcer la coordination des initiatives

diplomatiques et d'unir les efforts pour parvenir à une solution durable dans cette région. Le Président du Conseil de la République a réaffirmé l'engagement du Togo en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique, saluant le rôle de l'Union européenne en matière de soutien humanitaire et diplomatique.

Avec presidenceduconseil.gouv.tg



Ogou/santé oculaire

La 3ème étape de la campagne de dépistage de la cataracte lancée à Atakpamé

La 3ème étape de la campagne de dépistage et de chirurgie foraine de la cataracte a débuté le lundi 19 mai au Centre régional hospitalier (CHR) d'Atakpamé au profit des populations vulnérables des préfectures de l'Amou, de l'Akébou, de Kloto et de l'Ogou, dans la région des Plateaux.

Cette action sanitaire est organisée par le ministère de la Santé et l'hygiène publique à travers le Programme national de la santé oculaire (PNSO), avec l'appui technique et financier de la Banque islamique de développement (BID). Elle se déroule dans le cadre du « Projet national de lutte contre la cécité ». L'objectif est de consulter et d'opérer 151 patients souffrant de cataracte, afin de restaurer leur vision et améliorer leur qualité de vie. L'étape de la région des Plateaux fait suite à celles Maritime et des Savanes. Durant 5 jours, les populations souffrant de la cataracte et autres affections oculaires, vont se faire consulter et analyser pour éventuellement suivre des opérations chirurgicales et recevoir gratuitement des produits pharmaceutiques

pour soulager leurs douleurs. Il est également prévu un suivi post-opération des patients. Le directeur du CHR d'Atakpamé, Dr. Bamazi Paowa, s'est félicité de cette initiative humanitaire et a encouragé l'équipe médicale dans sa mission. Pour lui, cette opération est une bouffée d'oxygène pour les populations indigentes et témoigne de l'engagement du gouvernement et des autorités sanitaires à rendre les soins spécialisés accessibles à tous, surtout aux plus démunis. Il a convié les patients à plus de patience pour suivre les différentes étapes de l'opération. Le chef mission et médecin-chef de l'équipe de chirurgie ophtalmologique, Dr. Kéké Kodjo, a souligné l'importance de cette campagne dans la stratégie nationale

de lutte contre les maladies oculaires. « Grâce à cette action, ce sont des dizaines de patients qui retrouvent la vue et, avec elle, leur autonomie. Nous remercions le gouvernement et la Banque Islamique de Développement pour leur appui constant », a-t-il indiqué. Parmi les bénéficiaires, les témoignages sont émouvants. Mme Djankissim Kossiwa, 65 ans, ayant subi une opération bilatérale des 2 yeux, a exprimé sa reconnaissance aux organisateurs de cette campagne foraine. « Je ne voyais plus rien. Aujourd'hui, après avoir subi cette opération je suis confiante de voir à nouveau, comme si c'était un rêve. Que Dieu bénisse tous ceux qui ont rendu cela possible », a-t-elle laissé entendre d'une voix pleine d'émotions.

Avec ATOP/KKT/JK

Union Parlementaire Africaine

Le Togo a participé à la 83ème session du Comité exécutif à Rabat

Réunis à Rabat du 21 au 22 mai 2025, les membres du Comité exécutif de l'Union Parlementaire Africaine (UPA) ont tenu leur 83ème session dans un esprit de coopération, avec pour ambition de renforcer les institutions parlementaires du continent. Le Togo, fidèle à son engagement panafricain, y a activement pris part.

● *Wilson Lawson*

C'est dans la capitale marocaine que les travaux de la 83ème session du Comité exécutif de l'Union Parlementaire Africaine (UPA) se sont déroulés, rassemblant une quarantaine de délégations parlementaires africaines. Cette session, tenue au siège de la Chambre des Représentants du Maroc, a été ouverte par plusieurs hauts responsables : M. Rachid Talbi El Alami, M. Mohamed Ould Errachid, et M. Ali Kolotou Tchaïmia, président en exercice du Comité exécutif. Les travaux ont porté sur des sujets majeurs : l'adoption du rapport financier 2024, les préparatifs de la 47ème session de la Conférence de l'Union, et surtout la révision en profondeur du statut et du règlement intérieur de l'institution. Le Comité a aussi décidé d'élargir la commission d'amendement des textes fondamentaux, intégrant de nouveaux représentants parlementaires, dont ceux du Maroc, pour garantir une réforme plus inclusive. Autre annonce importante : la 84ème session du Comité exécutif se tiendra en novembre 2025 à Kinshasa, en République Démocratique du Congo.



lative

Cette rencontre illustre la volonté croissante des parlements africains de jouer un rôle structurant dans la gouvernance continentale. L'UPA, souvent perçue comme une plateforme consultative, cherche désormais à se repositionner comme un organe actif de coordination législative, capable de peser sur les grandes orientations africaines en matière de sécurité, de démocratie et de développement durable. La réforme en cours de ses textes statutaires n'est pas anodine : elle vise à renforcer la légitimité, la transparence et l'efficacité de l'institution. En révisant son mode de fonctionnement, l'UPA ambitionne de

s'aligner sur les standards modernes de gouvernance interparlementaire. Le rôle du Togo, représenté par des figures parlementaires de premier plan, vient souligner son positionnement stratégique dans la diplomatie parlementaire régionale, fidèle à la vision d'un continent solidaire et intégré. Créée en 1976, l'Union Parlementaire Africaine regroupe aujourd'hui 41 parlements nationaux. Elle est l'un des rares cadres africains dédiés exclusivement à la coopération législative. Dans un contexte mondial marqué par l'instabilité géopolitique et les défis économiques, l'UPA apparaît comme un vecteur indispensable pour l'unité politique africaine.



Organe actif de coordination légis-

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



Le Togo est le 1er exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Compte Epargne Enfant

Parce que demain se prépare aujourd'hui.



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP 



www.boatogo.com